Ordonnance de référé du 29 Janvier 2015

REOUVERTURE DE DEBATS POUR MISE EN CAUSE D'UNE AUTRE SOCIETE TOUT EN CONSERVANT LA PREMIERE SOCIETE APPELEE

PROCÉDURE

Date de réception de la demande: 27 Novembre 2014

Chefs de la demande

- Salaire demandé (net ou brut) période de Mai 2014 à Juillet 2014 1 520,48 Euros
- Autre demande : Retenue abusive sur mon salaire de 692.40 € pour fausse accusation de la casse d'un bac de douche dans l'hôtel 692,40 Euros

A l'audience du 15 Janvier 2015 l'affaire a été appelée. Le mode de comparution des parties est reproduit en première page; A l'issue des débats, le conseil de prud'hommes n'a pas rendu sa décision sur-le-champ, l'affaire a été mise en délibéré jusqu'au 29 janvier 2015. Conformément à l'article R1454-25 (ex art.R.516.29) du code du travail, il a été remis aux parties un bulletin rappelant la date du prononcé de la décision. A cette date le Conseil de prud'hommes a prononcé la décision suivante:

DIRES ET MOYENS DES PARTIES

-Pour le demandeur,

Madame Marie VOLAGE maintien ses demandes soit:

- Salaire demandé (net ou brut) période de Mai 2014 à Juillet 2014...1 520,48 Euros
- Retenue abusive sur mon salaire de 692,40 € pour fausse accusation de la casse d'un bac de douche dans l'hôtel..692,40 Euros.

Madame Marie VOLAGE dit avoir travaillé à l'EURL NIC sous l'enseigne L'HOTEL DU LAC, pour le service en salle, puis pour le travail en cuisine et le nettoyage des chambres, de 11 MAI 2014 au 29 JUILLET 2014 .

Madame Marie VOLAGE dit qu'elle n'a pas reçu ses fiches de paies, à reçu un virement bancaire, mais n'a pas été payée au SMIC, qu'elle n'a pas cassé la douche qui lui a été retenue sur son salaire et n'a pas été payée juillet 2014.

-Pour le défendeur,

L'EURL NIC dit qu'elle n'est pas l'employeur de Madame Marie VOLAGE, que c'est la société d'intérim LARNAK RESSOURCES SRL Oras PANTELIMN, Nr.21, Judet ILFOV-ROUMANIE RC:j23/272/03.02.2014 Code d'enregistrement: 269970893 Nr TVA 26970893;

L'EURL NIC produit la preuve du paiement des factures à la société intérim et demande sa mise hors de cause.

MOTIVATION

-Les faits,

Madame Marie VOLAGE à été embauchée par une société roumaine pour travailler du 11 MAI 2014 au 29 JUILLET 2014 dans l' EURL NIC sous l'enseigne LE MONT JORAT 74360 ABONDANCE.

Discussion,

-En ce qui concerne les pouvoirs du bureau de Référé,

Attendu que l'article R1455-5 du Code du Travail dispose que « Dans tous les cas d'urgence, la formation de Référé peut, dans la limite de la compétence des conseils de prud'hommes, ordonner toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend. »

Attendu que l'article R1455-6 du Code du Travail dispose que « La formation de Référé peut toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent pour prévenir un dommage imminent ou pour faire cesser un trouble manifestement illicite.»

Attendu que l'article R1455-7 du Code du Travail dispose que « Dans le cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable, la formation de Référé peut accorder une provision au créancier ou ordonner l'exécution de l'obligation même s'il s'agit d'une obligation de faire. »

Qu'en l'espèce, il ressort des éléments et des explications fournis à la formation de Référé que Madame Marie VOLAGE effectue des demandes relatives à l'exécution de son contrat de travail et au trouble illicite qu'elle subit du fait d'une amende pécuniaire.

-Sur la demande de salaire Mai 2014 à Juillet 2014 et la retenue abusive de salaire.

Attendu que l'employeur de Madame Marie VOLAGE et la société d'intérim LARNAK RESSOURCES SRL Oras PANTELIMN. société de travail temporaire a son siège social, Str. FERMEIN, NR.21, Judet ILFOV-ROUMANIE

Attendu que l'article 14 du code de procédure civil dispose que: Nulle partie ne peut être jugée sans avoir été entendue ou appelée.

Qu'en l'espèce la société d'intérim LARNAK RESSOURCES SRL Oras PANTELIMN n'a pas été appelée et n'a donc pas comparu.

Attendu qu'en conséquence, il convient d'attraire devant la formation de référé la société d'intérim.

En conséquence la formation de référé ordonne la comparution de la société d'intérim LARNAK RESSOURCES SRL Oras PANTELIMN pour mise en état de l'affaire à l'audience de référé du 19 février 2015 à 9h00.

-Sur la demande de mise hors de cause de l' EURL NIC

Attendu que l'article L1251-49 du code du travail dispose que: L'entrepreneur de travail temporaire justifie, à tout moment, d'une garantie financière assurant, en cas de défaillance de sa part, le paiement :

1° Des salaires et de leurs accessoires ;

2° Des indemnités résultant du présent chapitre ;

3° Des cotisations obligatoires dues à des organismes de sécurité sociale ou à des institutions sociales ;

4° Des remboursements qui peuvent, le cas échéant, incomber aux employeurs à l'égard des organismes de sécurité sociale et institutions sociales dans les conditions prévues à l'article L. 244-8 du code de la sécurité sociale.

Attendu que l'article L1251-50 du code du travail dispose que: La garantie financière ne peut résulter que d'un engagement de caution pris par une société de caution mutuelle, un organisme de garantie collective, une compagnie d'assurance, une banque ou un établissement financier habilité à donner caution.

Elle est calculée en pourcentage du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise intéressée.

Elle ne peut être inférieure à un minimum fixé annuellement par décret, compte tenu de l'évolution moyenne des salaires.

Attendu que l'article L1251-51 du code du travail dispose que: L'entreprise de travail temporaire fournit à l'entreprise utilisatrice, sur sa demande, une attestation des organismes de sécurité sociale précisant sa situation au regard du recouvrement des cotisations dues à ces organismes.

Attendu que l'article L1251-52 du code du travail dispose que: En cas de défaillance de l'entreprise de travail temporaire et d'insuffisance de la caution, l'entreprise utilisatrice est substituée à l'entreprise de travail temporaire pour le paiement des sommes qui restent dues aux salariés temporaires et aux organismes de sécurité sociale ou aux institutions sociales dont relèvent ces salariés, pour la durée de la mission accomplie dans l'entreprise.

Attendu qu'en conséquence si l'entreprise de travail temporaire, comme en l'espèce, est défaillante, l'entreprise utilisatrice se trouve substituée de plein droit dans les obligations de l'entreprise de travail temporaire de sorte que l' EURL NIC ne peut être mis hors de cause tant que le juge n'aura pas vérifié qu'elle a respecté les dispositions législatives ci-dessus rappelées.

Attendu que L'EURL NIC produit une télécopie de traduction de contrat rédigé en roumain sans qu'apparaisse les mentions légales de la société d'intérim.

Qu'il convient de conserver dans la cause l'EURL NIC prise en la personne de son représentant légal Madame NIC Anne

Qu'il convient d'ordonner à L'EURL NIC de produire les originaux des contrats qui ont été signés et de les produire à l'audience de référé du 19 février 2014 à 9h00.

Attendu qu'il convient d'ordonner la mise en cause de la société d'intérim LARNAK RESSOURCES SRL Oras PANTELIMN qui sera convoquée par le greffe pour l'audience de référé du 12 mars 2015 à 9h00.

EN CONSÉQUENCE,

La Formation de référé du Conseil de Prud'hommes après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant par ordonnance publique contradictoire et avant dire droit prononcée par mise à disposition au greffe.

ORDONNE la réouverture des débats pour l'audience du 12 mars 2015 à 9 h

ORDONNE la mise en cause de la société d'intérim LARNAK RESSOURCES SRL Oras PANTELIMN, Str. FERMEIN, Nr.21, Judet ILFOV-ROUMANIE RC:j23/272/03.02.2014 Code d'enregistrement: 269970893 Nr TVA 26970893, de comparaître en personne devant la formation de référé le 12 mars 2015 à 9h00.

ORDONNE à l' EURL NIC sous l'enseigne L4 HOTEL DU LAC 74360 ABONDANCE prise en la personne de son représentant légal Madame NIC Anne de comparaître en personne devant la formation de référé le 12 mars 2015 à 9h00.

DIT que le greffe convoquera Madame Marie VOLAGE, l'EURL NIC (HOTEL DU LAC) et LARNAK RESSOURCES SRL Oras PANTELIMN.

RESERVE LES DEPENS